



Pour tous les rapports de situation et les mises à jour de l'OMS sur COVID-19, veuillez visiter : [WHO/Burundi](https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/situation-reports). Le dernier rapport de l'OMS sur la situation mondiale est disponible [ici](#).

Ce rapport se concentre spécifiquement sur l'impact de COVID-19 sur la situation humanitaire générale et comprend des mises à jour des secteurs opérationnels. Ce rapport est produit par OCHA Burundi en collaboration avec les secteurs et partenaires humanitaires. Pour trouver tous les rapports, données et documents COVID-19 relatifs au Burundi, veuillez consulter : [HumanitarianResponse.info/burundi/covid-19](https://humanitarianresponse.info/burundi/covid-19)

## POINTS SAILLANTS

- A la date du 18 mai, 42 cas de COVID-19 ont été confirmés au Burundi, parmi lesquels, 20 personnes sont rétablies, 21 sont sous traitement et une personne est décédée.
- Le COVID-19 impacte la continuité des interventions humanitaires au Burundi. Les acteurs humanitaires requièrent un financement additionnel de \$54,9M - dont \$36,7M dédiés à la réponse au COVID-19 et \$18,2M dédiés aux coûts additionnels pour la mise en œuvre des activités du HRP 2020.
- Le 7 mai, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence a lancé un appel à \$6,7 milliards à travers le plan de réponse humanitaire mondial actualisé (GHRP) pour lutter contre le coronavirus dans les pays vulnérables.



## CHIFFRES CLÉS

### COVID-19

42

Cas confirmés

\$58,6M

Fonds requis dans le Plan de Contingence du Ministère de la Santé

1

Décès

\$14,7M

Fonds reçus

### HRP 2020

1,74M

Personnes dans le besoin

630K

Personnes ciblées

\$131,7M

Fonds requis (HRP)

\$25,2M

Fonds reçus (HRP)

\$36,7M

Fonds requis (COVID-19)

\$2,9M

Fonds reçus (COVID-19)

# Impact du COVID-19 sur les activités humanitaires

Le Gouvernement du Burundi et ses partenaires mettent en œuvre des mesures pour prévenir et empêcher la propagation du COVID-19 ainsi que pour assurer l'accès des populations aux biens, notamment :

- Des mesures barrières de lavage systématique des mains
- Distanciation physique là où cela est possible

- Mise en quarantaine de deux semaines de toute personne en provenance des pays qui enregistrent des cas de COVID-19
- Réouverture des frontières avec le Rwanda et la RDC en date du 16 avril afin de permettre la circulation des marchandises.

## Stock de contingence

De façon générale, les stocks de la plupart des secteurs sont presque épuisés en raison notamment du manque de financement. Suite à l'impact du COVID-19 sur les chaînes d'approvisionnement, des retards dans la passation des marchés sont à prévoir.

Chine et en Europe. Les ports d'Afrique de l'Est sont toujours en activité mais connaissent quelques retards en raison des mesures préventives de protection du personnel.

## Éducation

### Abris et ANA



Selon le secteur des abris et des articles non alimentaires (ANA), les difficultés rencontrées pour importer des biens pourraient entraver les efforts visant à reconstituer rapidement les stocks d'urgence tels que les bâches en plastique, les ustensiles de cuisine et les couvertures.



Les mesures préventives supplémentaires liées à la pandémie de COVID-19 devraient également entraîner une augmentation des coûts opérationnels de la fourniture d'assistance, qui pourrait atteindre 30%.



En collaboration avec le Ministère en charge de l'éducation, les acteurs du secteur de l'éducation, continuent de mettre en place des mesures pour minimiser l'impact du COVID-19 sur l'apprentissage des enfants et assurer la continuité de leur éducation.

Le principal objectif du secteur vise à prévenir la propagation du COVID-19 dans les écoles ainsi que la stigmatisation des élèves et du personnel qui ont pu être exposés au virus. Dans certains établissements, des équipements de lavage des mains ont été installés afin de limiter la contamination au COVID-19.

Les cours dans le système éducatif au Burundi continuent normalement

### Santé



Selon l'enquête sur le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS III), depuis 2010, la couverture nationale en centres de santé et hôpitaux s'est nettement améliorée passant de 1 hôpital pour 176 112 à 128 486 habitants et 1 centre de santé de 12 475 à 9 377 habitants (voir PNDS III). Malgré ces progrès, la pandémie de COVID-19 pourrait avoir un effet fragilisant sur le système de santé du Burundi.

En effet la demande des soins qui pourrait être occasionnée par cette pandémie pourrait avoir un impact sur la disponibilité des ressources humaines, l'accès aux médicaments, équipements et services essentiels. Il est important d'assurer la continuité des services essentiels dans les formations sanitaires avec un accent particulier sur les soins de santé de base (consultations pré et post natales, les services de soins curatifs et préventifs).

Les chaînes d'approvisionnement connaissent déjà des retards, en particulier pour les articles et équipements médicaux, car la plupart des fournisseurs sont basés en

## Sécurité alimentaire et moyens de subsistance



La chaîne d'approvisionnement alimentaire du Burundi est impactée par les mesures préventives liées au Covid-19. A cela s'ajoute une dépréciation de la monnaie du Burundi face aux devises. Ces facteurs pourraient entraîner davantage de hausses de prix et de pénuries de produits alimentaires de base.

## Protection



Le risque de stigmatisation et de discrimination des migrants de retour ainsi que le risque d'exploitation sexuelle constituent une préoccupation particulière pour les acteurs de la protection. Certaines personnes provenant des pays voisins manquent d'argent pour couvrir les frais de quarantaine et ont besoin d'appui supplémentaire.

## Réfugiés et rapatriés



L'accès au territoire pour les nouveaux demandeurs d'asile est temporairement suspendu depuis le 16 mars 2020. Le processus de détermination du statut de réfugié a également été mis en suspens jusqu'à ce que des mesures de protection adéquates contre le Covid-19 soient mises en place.

Le rapatriement des réfugiés burundais de Tanzanie se poursuit, mais le HCR préconise la suspension du rapatriement volontaire pour que des mesures spécifiques de protection des rapatriés et des travailleurs humanitaires puissent être mises en place.

## Réouverture des frontières terrestres entre le Rwanda et la RDC

Dans sa note verbale du 14 avril, le Ministère en charge des Affaires étrangères a autorisé l'accès sans escorte policière aux véhicules transportant des marchandises au Burundi. Le ministère des Affaires étrangères recommande également aux camions et véhicules d'effectuer des haltes routières uniquement dans les aires définies à cet effet.

## Financements



Les acteurs humanitaires ont analysé l'impact du COVID-19 sur leurs programmes. A cet effet, des coûts supplémentaires liés à la mise en œuvre des interventions les plus critiques, notamment les activités visant à sauver des vies, ont été définis. Parallèlement, des activités spécifiques liées à la prévention et à la réponse au COVID-19 ont été identifiées et budgétisées. Il s'agit principalement des activités de sensibilisation et d'hygiène pour limiter les risques de transmission, de support logistique ainsi que des activités de protection.

Les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire régionales liées aux contraintes sur la mobilité impactent les interventions humanitaires. En outre, les désastres naturels enregistrés depuis le début de l'année exacerbent les

besoins humanitaires tandis que le déficit de financement de la réponse humanitaire au Burundi en 2020 impacte les capacités des acteurs à répondre aux besoins des populations.

En plus des \$113,5 millions requis pour la réponse humanitaire au Burundi en 2020, \$54,9 millions de dollars seront nécessaires pour la réponse à COVID-19 et la continuité des interventions humanitaires. Selon les informations disponibles sur la plateforme de suivi des financements (FTS), \$28,2 millions ont été reçus par les acteurs humanitaires au 18 mai 2020 dont \$2,9 millions de fonds CERF alloués à la réponse COVID-19 et \$25,2 millions aux autres interventions humanitaires. Un total de \$33,8 millions restent à être mobilisés pour la réponse COVID-19 et \$106,5 millions pour les autres interventions humanitaires.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Jutta Hinkkanen, Chef de bureau, [hinkkanen@un.org](mailto:hinkkanen@un.org)  
Lauriane Wolfe, Chargée de l'information publique, [lauriane.wolfe@un.org](mailto:lauriane.wolfe@un.org)